

PRÉFÈTE DE LA HAUTE-MARNE

Préfecture

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement, des installations  
classées et des enquêtes publiques

Arrêté n°52-2020-02-105 du 17 FEV. 2020

Installations classées pour la protection de l'environnement

---

Société STOROPACK FRANCE  
Commune de NULLY

---

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

---

La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, à L. 171-8 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2919 du 30 décembre 2011 portant autorisation d'exploiter une usine de production d'éléments de calage en polystyrène dans les emballages ;

**Vu** l'arrêté n°2117 du 24 septembre 2014 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2019, suite à deux visites d'inspection effectuées les 7 octobre et 20 novembre 2019, et notamment le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en recommandé le 24 décembre 2019 avec accusé de réception daté du 6 janvier 2020, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**Vu** les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire et notamment la réunion du 9 janvier 2020, les courriers et mails des 13 et 24 janvier 2020 ;

**CONSIDERANT** le statut SEVESO Seuil Bas de l'établissement, eu égard aux risques qu'il présente, bien que le réservoir d'iso-pentane, à l'origine du classement, soit enterré ;

**CONSIDERANT** qu'au regard du risque incendie, très présent dans l'ensemble du site, il est nécessaire que l'exploitant dispose des moyens techniques suffisants et d'une organisation robuste pour la détection préventive d'incendie et la gestion d'un accident ;

**CONSIDERANT** que les visites d'inspection du 7 octobre et du 20 novembre 2019 ont été l'occasion de constater que les dispositions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 susvisé, prescrivant l'élaboration d'un plan d'opération interne, ne sont pas respectées à ce jour, et que le personnel n'est pas à ce jour formé à la gestion des situations d'urgence ;

**CONSIDERANT** par ailleurs que les capacités de stockage de polystyrène, à l'état de produit semi-fini ou fini, ont été significativement augmentées par l'exploitant sans que la modification ait été portée à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, et que l'étude des dangers actualisée n'a pas été communiquée à l'inspection des installations classées ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a indiqué travailler sur la mise à jour de son étude des dangers pour solliciter la régularisation de ses stockages par la voie d'un dossier de porter-à-connaissance ;

**CONSIDERANT** qu'en conséquence le délai de la mise en demeure pour le respect des volumes autorisés peut être porté de 15 jours à 1 mois pour permettre l'instruction du dossier de porter-à-connaissance, mais qu'en cas de refus l'exploitant devra sans délai respecter les dispositions de son arrêté initial ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département de Haute-Marne,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 : Mise en demeure d'établir un Plan d'Opération Interne**

La société STOROPACK FRANCE, dont le siège social est situé rue de la Noé Cottée - BP 62363 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE Cedex, et par la suite désignée « l'exploitant », est mise en demeure, pour son site de NULLY (52110), de respecter, sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 susvisé :

*« L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.*

*Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.*

*Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.*

*L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :*

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :*
- l'organisation de tests périodiques (au moins biannuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,*
- la formation du personnel intervenant,*
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,*
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),*
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,*
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.*

*Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'exploitant sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au Préfet.*

(...) »

## **Article 2 : Mise en demeure de respecter les capacités de stockage autorisées**

L'exploitant est en outre mis en demeure de respecter, sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les volumes maximaux autorisés s'agissant des stockages de polystyrène (qu'ils soient à l'état de matière première, de produit fini ou semi-fini), tels que fixés aux rubriques n° 2662 et 2663 du tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 et complété par l'arrêté complémentaire du 24 septembre 2014 susvisé :

«

Rubrique		Régime	Observations
N°	Intitulé		
2662.3	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	D	Volume total : 920 m <sup>3</sup> réparti comme suit : - stockage de polystyrène dégazé recyclé : 260 m <sup>3</sup> - stockage de polystyrène divers : 60 m <sup>3</sup> - stockage matière première : 360 m <sup>3</sup> - stockage de polystyrène expansible en octabins : 240 m <sup>3</sup>
2663.1.c	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 200 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 2 000 m <sup>3</sup> .	D	Volume total : 1 680 m <sup>3</sup> réparti comme suit : - stockage de polystyrène expansé : 860 m <sup>3</sup> - stockage de polystyrène expansé en silo : 720 m <sup>3</sup> - stockage de polyéthylène : 100 m <sup>3</sup>

»

## **Article 3 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par courrier (25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex), soit par le biais de l'application Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans les délais prévus à l'article R. 514-3.1 du même code :



- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

#### **Article 5 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pour une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Marne, le Sous-préfet de SAINT-DIZIER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de la commune de NULLY, à l'exploitant mis en demeure par la présente décision pour notification, et au Procureur de la République pour information.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture,



François ROSA